

Burundi : l'UA opte pour l'envoi d'une délégation de haut niveau

APA, 31-01-2016 Addis-Abeba (Ethiopie) - Face au refus du Burundi d'accueillir sur son territoire une force africaine de 5000 soldats pour restaurer le climat de sécurité dans le pays, la 26e session ordinaire a plutôt opté pour le déploiement d'une délégation de haut niveau auprès des autorités de Bujumbura. Selon le représentant de l'Union Africaine pour la région des Grands Lacs, Ibrahim Fall, qui a regretté la situation sécuritaire dans le pays, "il est prévu d'envoyer une délégation de haut niveau pour rencontrer tous les protagonistes de la crise".

Dans un entretien exclusif avec l'envoyé spécial de APA, il a ajouté que la relance du dialogue prévue dans une dizaine de jours devrait permettre au médiateur en l'occurrence l'Ouganda, de réunir tous les protagonistes burundais. Il faut, a-t-il relevé, "que la crise actuelle qui se double d'une crise de sécurité avec des affrontements militaires jusque dans la capitale puisse faire l'objet d'un règlement négocié". Pour sa part, le nouveau président en exercice de l'Union Africaine, le président tchadien Idriss Deby Itno a appelé "à la prise en compte des questions qui compromettent sérieusement le progrès et le développement du continent. "Autant nous devons faire preuve de fermeté contre le terrorisme, autant pour les crises internes aux Etats, le droit doit être le maître mot", a-t-il indiqué dans son discours de clôture du sommet. Il a cependant insisté sur le fait que "nous ne pouvons plus tolérer que des milliers d'Africains meurent pour des luttes politiques", notamment au Burundi et au Soudan du Sud où l'Union Africaine doit poursuivre ses efforts pour que "ces pays retrouvent rapidement le chemin de la paix". Déjà au Burundi, les violences ont fait quelque 400 morts depuis le début de la crise en avril dernier.